



Numéro PPQ/6874

mardi 1 juillet 2014

Les grands titres:

- Iraq : plus de 1500 civils tués en juin, le chiffre mensuel le plus élevé depuis 2007, selon l'ONU
- Afrique : l'ONU lance un appel urgent pour financer l'aide alimentaire destinée à 800.000 réfugiés
- Enfants et conflits armés : l'ONU signale des progrès dans certains pays
- Mali : l'ONU condamne une attaque qui a tué un Casque bleu burkinabè de la MINUSMA
- Soudan du Sud : la Représentante sortante de l'ONU affirme que l'ampleur de la crise fut une surprise
- Ukraine : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste de télévision russe
- La FAO et l'OMS publient une liste des dix principaux parasites d'origine alimentaire
- Une montgolfière de l'UNICEF parcourt le monde pour sensibiliser au droit à l'éducation
- L'ONU appelle Israéliens et Palestiniens à la retenue après la mort des trois adolescents enlevés

Iraq : plus de 1500 civils tués en juin, le chiffre mensuel le plus élevé depuis 2007, selon l'ONU



1 juillet - Au moins 1.531 civils ont été tués en juin en Iraq, soit le plus grand nombre de civils tués en un seul mois depuis 2007, selon des chiffres publiés mardi par l'équipe des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Iraq (MANUI).

A ce chiffre, il faut ajouter, pour le mois de juin, 886 membres des forces de sécurité iraqiennes tués et 1.763 civils blessés. Ces chiffres n'incluent pas la province d'Anbar, où 244 civils auraient été tués, selon des chiffres officiels, et 588 civils blessés.

La publication de ces chiffres reflète la recrudescence des violences en Iraq avec l'offensive lancée début juin par les djihadistes de l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL), qui contrôlent désormais une partie du pays.

« Le nombre impressionnant de victimes civiles en un mois illustre l'urgence qu'il y a à garantir la protection des civils. Alors qu'une grande partie du pays reste sous le contrôle de l'EIIL et des groupes armés, il est impératif que les dirigeants nationaux travaillent ensemble pour déjouer les tentatives de détruire le tissu social de la société iraqienne », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général en Iraq, Nikolay Mladenov.

Une porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a également condamné « dans les termes les plus forts cette recrudescence de la violence et des tueries ».

« Le droit international exige que les parties au conflit prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les civils soient protégés contre la violence. Cependant, nous recevons constamment des informations faisant état de civils visés, enlevés, harcelés et tués par les forces de l'EIIL, et de bombardements aveugles contre des zones civiles », a dit cette porte-parole, Ravina



Shamdasani, lors d'une conférence de presse à Genève.

« Nous avons également reçu des informations selon lesquelles les forces de l'EIIL ont fait du porte à porte à Mossoul pour essayer de recruter de force des jeunes hommes pour lutter contre les forces de sécurité iraqiennes. Nous exhortons toutes les parties au conflit à respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire et appelons les autorités iraqiennes à faire en sorte que les responsables de ces violations rendent des comptes », a-t-elle ajouté.

La Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, s'est dit pour sa part « choquée par les attaques délibérées visant des femmes et des filles en Iraq et par les informations faisant état d'enlèvements, de viols, et de mariages forcés par des militants de l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL) et par d'autres groupes armés. »

Mme Mlambo-Ngucka s'est dit particulièrement préoccupée par les récentes informations selon lesquelles quatre femmes se sont suicidées après avoir été violées ou mariées de force à des militants de l'EIIL et par les informations selon lesquelles des hommes se sont suicidés après avoir été forcés de regarder leurs femmes et leurs filles se faire violer.

« L'ONU-Femmes condamne fermement la violence sexuelle et celle basée sur le genre et appelle toutes les parties à réagir face à de telles informations et à protéger les droits des femmes et des filles iraqiennes », a dit Mme Mlambo-Ngucka.

S'agissant de la situation politique en Iraq, M. Mladenov a regretté que le Conseil des représentants d'Iraq nouvellement élu n'ait pas été en mesure d'arriver à un accord sur la nomination mardi d'un Président de cet organe législatif.

Il a appelé tous les dirigeants politiques iraqiens à mettre de côté leurs différences et à élire un Président du Conseil lors de la prochaine session qui doit avoir lieu la semaine prochaine. Cette élection permettrait au Parlement d'élire un nouveau Président, d'avancer dans le processus de formation du gouvernement et de tenter de répondre aux préoccupations légitimes des diverses communautés.

M. Mladenov a une nouvelle fois prévenu que tout retard ou échec à respecter l'échéance fixée par la Constitution iraqienne nuirait à l'intégrité du pays.

Par ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé mardi sa profonde reconnaissance au gouvernement d'Arabie saoudite pour sa généreuse contribution de 500 millions de dollars à l'assistance humanitaire des Nations Unies destinée à la population en Iraq.

« Le Secrétaire général reconnaît le leadership et l'initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, Son Altesse le Roi Abdullah Bin Abdul Aziz », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général se félicite de ce financement qui arrive au bon moment, ce qui permettra à l'Organisation des Nations Unies et à ses partenaires de soutenir les millions d'hommes, de femmes et d'enfants iraqiens dont la vie a été déchirée par le conflit », a-t-il ajouté.

Afrique : l'ONU lance un appel urgent pour financer l'aide alimentaire destinée à 800.000 réfugiés





1 juillet - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont exprimé mardi leur préoccupation concernant le manque de financement pour aider près de 800.000 réfugiés en Afrique, ce qui a contraint à réduire fortement les rations alimentaires fournies par le PAM.

Mi-juin, un tiers de tous les réfugiés africains dépendant de l'aide alimentaire étaient touchés par la réduction de ces rations, dont la majorité à hauteur de plus de 50%.

« Il est inacceptable dans le monde d'abondance actuel que des réfugiés souffrent de faim chronique ou que leurs enfants abandonnent l'école pour aider leurs familles à survivre », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, lors d'une conférence de presse à Genève.

Le PAM doit lever 186 millions de dollars pour maintenir ses programmes alimentaires à destination des réfugiés en Afrique jusqu'à la fin de l'année. En outre, le HCR recherche des contributions pour couvrir le coût anticipé de 39 millions de dollars pour fournir un soutien nutritionnel aux réfugiés malnutris et vulnérables en Afrique pour le reste de l'année 2014.

Les réductions de rations alimentaires touchent le plus lourdement le Tchad, la République centrafricaine et le Soudan du Sud, avec des baisses de 50 à 60% des rations destinées à plus de 449.000 réfugiés au total. Plus de 65.000 autres réfugiés sont touchés par des réductions de rations de 25 à 49% au Libéria et au Burkina Faso. Près de 9.900 réfugiés au Mozambique et au Ghana ont vu leurs rations baisser de 10 à 24%, tandis que 263.000 autres réfugiés en Mauritanie et en Ouganda ont connu des réductions inférieures à 10%.

« De nombreux réfugiés en Afrique dépendent des vivres du PAM pour rester en vie et ils souffrent aujourd'hui à cause des manques de financement. Nous prions instamment les gouvernements bailleurs de fonds d'aider tous les réfugiés - dont la moitié d'entre eux sont des enfants - afin qu'ils aient suffisamment de nourriture pour être en bonne santé et pour construire leur propre avenir », a déclaré la Directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin.

Bien que plusieurs nations africaines soient confrontées à des pénuries alimentaires chroniques, les réfugiés constituent un groupe particulièrement vulnérable et toute interruption des approvisionnements représente un grave sujet de préoccupation. Beaucoup de réfugiés arrivent en état de malnutrition et souffrent de divers troubles liés à la nutrition. Un grand nombre d'entre eux ont besoin d'un complément alimentaire urgent et d'autres soins sur le long terme, en particulier les enfants sous-alimentés.

Mais actuellement, le manque de financement a contraint le PAM à prendre des mesures fermes et drastiques, plaçant les familles réfugiées devant des choix très difficiles. Quelque 300.000 réfugiés au Tchad, principalement originaires de la région du Darfour au Soudan, à l'est, et de la République centrafricaine, dans le sud, font partie des personnes les plus touchées. Leur ration antérieure de 2100 calories a connu une diminution drastique de 60%, laissant aux réfugiés à peine 850 calories par jour. La situation s'aggrave de jour en jour, tandis que des centaines de milliers de réfugiés affamés luttent pour leur survie.

Incapables de rentrer chez eux, de nombreux réfugiés restent en exil pendant des années voire des décennies dans ce que le HCR appelle des 'situations de réfugiés prolongées'. Dans toute l'Afrique, des centaines de milliers de réfugiés de long terme vivent dans des camps isolés et d'autres sites où ils dépendent souvent totalement de l'aide internationale. Les camps dans l'est du Tchad constituent un bon exemple. Bien que le Darfour ait largement disparu de la conscience publique ces dernières années, près de 241.000 réfugiés originaires de cette région du Soudan vivent toujours dans 13 camps isolés s'étendant sur des centaines de

kilomètres de frontière désolée à l'est du Tchad.

L'insécurité a limité l'accès à certains sites, rendant la distribution des rations alimentaires aux réfugiés affamés plus difficile et plus coûteuse. Au Soudan du Sud, par exemple, le conflit a coupé l'accès routier et fluvial vers certains camps, contraignant le PAM à organiser des ponts aériens coûteux, amputant ainsi les fonds disponibles. Des mesures immédiates sont nécessaires pour assurer à la fois l'accès humanitaire et des financements pérennes.

Une réduction prolongée de 60% des rations alimentaires pour les réfugiés peut être catastrophique. Mais même une faible diminution peut représenter une catastrophe pour les réfugiés vulnérables qui vivent déjà au bord de la famine, selon le HCR et le PAM.

La sous-nutrition au cours des 1.000 premiers jours d'un enfant depuis la conception peut avoir des répercussions irréversibles et à vie, compromettant tant sa croissance physique que son développement mental. Les études ont montré que ce 'retard de croissance et de développement' laissait les enfants touchés dans une situation de désavantage social et économique grave pour le reste de leur vie. Selon l'UNICEF, un enfant rachitique a souvent plusieurs centimètres de moins qu'un enfant qui a été correctement alimenté. Dotés d'un système immunitaire plus faible, ils sont plus vulnérables aux maladies. En outre, ils ont cinq fois plus de risques de mourir de diarrhée.

Enfants et conflits armés : l'ONU signale des progrès dans certains pays



Des enfants soldats près de Bunia, en Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Photo: UNICEF/HQ03-0555/LeMoyné

1 juillet - En 2013, les enfants ont été recrutés, tués et mutilés, et victimes de violences sexuelles et d'autres violations graves, dans 23 situations de conflit à travers le monde, selon le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés qui a été publié mardi.

« Nous avons documenté les cas d'enfants recrutés et utilisés par sept armées nationales et 50 groupes armés qui font la guerre en République centrafricaine, au Soudan du Sud, en Syrie, et dans 11 autres pays », a déclaré la Représentante spéciale de l'ONU sur les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui.

« Mais il y a aussi des progrès à signaler. Aucune infraction n'a été enregistrée au Tchad en 2013 et l'armée nationale du pays a rempli toutes les conditions de son plan d'action. Ils ne sont plus sur la liste concernant le recrutement et l'utilisation d'enfants », a-t-elle ajouté.

Au Nigéria, le groupe extrémiste Boko Haram est désormais inscrit sur la liste du Secrétaire général pour avoir tué et mutilé des enfants ainsi que pour des attaques contre des écoles et des hôpitaux.

« Boko Haram continue de commettre des violences inouïes contre les enfants et je suis profondément préoccupée par le sort des nombreuses filles enlevées au cours des derniers mois », a dit Leila Zerrougui. « L'inscription sur la liste fait partie de la réponse des Nations Unies et de la communauté internationale pour lutter contre la violence commise par ce groupe. »

Les enfants qui grandissent en Somalie, en République démocratique du Congo (RDC) et ailleurs ont continué à subir les conséquences de conflits. L'année 2013 a été marquée par une augmentation du nombre d'enfants tués ou mutilés dans des pays tels que l'Afghanistan, la Syrie et l'Iraq. Le recrutement d'enfants en République centrafricaine a été systématique et les droits de l'enfant ont été violés par toutes les parties au conflit dans une impunité totale.

La Syrie demeure l'un des endroits les plus dangereux au monde pour les enfants. Au Soudan du Sud, le conflit qui a éclaté en décembre 2013 a effacé la plupart des progrès réalisés pour protéger les enfants depuis l'indépendance du pays.

En Iraq, l'offensive de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL) a créé une situation extrêmement volatile et dangereuse pour les enfants. La Représentante spéciale a reçu des informations alarmantes concernant le recrutement d'enfants et d'autres violations graves contre les enfants qui nécessitent une action immédiate.

S'agissant de la campagne « Des enfants, pas des soldats », qui a été lancée en mars 2014 par la Représentante spéciale et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), celle-ci a généré une dynamique positive pour mettre fin et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces de sécurité gouvernementales d'ici à 2016.

Les forces nationales tchadiennes ont mis en place toutes les mesures incluses dans le plan d'action signé avec l'ONU et ne sont plus listées. En mai, le Yémen a signé son propre plan d'action pour faire cesser et prévenir le recrutement d'enfants.

Il y a une semaine, le gouvernement du Soudan du Sud s'est engagé à mettre fin aux violations graves contre les enfants et relancer la mise en oeuvre du plan d'action signé en 2012 pour faire cesser et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants par l'Armée populaire de libération du Soudan. En mai, le SPLM/A dans l'opposition, qui est dirigé par l'ancien Vice-président Riek Machar, a signé un engagement à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants.

« Sept des huit pays participant à la campagne sont désormais officiellement engagés dans un processus destiné à tourner la page du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans leurs forces de sécurité nationales », a déclaré la Représentante spéciale. « Nous avons maintenant le devoir de soutenir ces pays à garantir que leur engagement est suivi par des mesures qui feront une réelle différence dans la vie des enfants. »

Mali : l'ONU condamne une attaque qui a tué un Casque bleu burkinabè de la MINUSMA



1 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont condamné une attaque au Mali qui a causé la mort d'un Casque bleu de la Mission des Nations Unies dans ce pays (MINUSMA) et blessé plusieurs autres.

L'attaque a eu lieu lundi à 30 km à l'ouest de Tombouctou, où l'explosion d'un engin explosif improvisé a tué un Casque bleu burkinabè et blessé six autres Casques bleus de la

mission onusienne.

« Le Secrétaire général présente ses condoléances à la famille de la victime ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Burkina Faso. Il souhaite un prompt rétablissement aux blessés », a indiqué le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse publié lundi soir.

« Ce crime commis à l'encontre des membres du personnel des Nations Unies, alors qu'ils remplissaient leur mandat, n'affectera pas la détermination des Nations Unies à soutenir le peuple malien dans ses efforts d'aboutir à une paix durable et à la stabilité de leur pays tel que stipulé dans la résolution 2164 (du 25 juin 2014) du Conseil de Sécurité », a-t-il souligné.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi, le Conseil de sécurité a également condamné cette attaque et présenté ses condoléances à la famille du Casque bleu tué, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Burkina Faso.

Soudan du Sud : la Représentante sortante de l'ONU affirme que l'ampleur de la crise fut une surprise



1 juillet - Lors de sa conférence de presse finale, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies au Soudan du Sud, Hilde Johnson, a affirmé lundi que personne ne pouvait prévoir l'horrible conflit qui secoue le plus jeune pays du monde depuis six mois et elle a exhorté les parties prenantes à tout mettre en œuvre pour rétablir la paix et la stabilité.

« Même si je savais que ce serait turbulent, difficile et exigeant et que nous serions soumis à une pression considérable, je ne m'attendais pas à ce qui s'est passé au cours des six derniers mois - la rapidité, l'ampleur et la portée de ce qui s'est passé devant nos yeux », a expliqué Mme Johnson lors de cette conférence de presse à New York.

Deux ans et demi après l'indépendance du Soudan du Sud suite à un référendum soutenu par l'ONU, le pays fait face à un défi considérable après qu'une crise politique qui opposait le Président Salva Kiir et l'ancien Vice-président Riek Machar s'est transformée en conflit armé entre les communautés Dinka et Nuer à partir de la mi-décembre 2013.

La crise a déplacé près de 1,5 million de personnes et plus de 7 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, selon l'ONU. Près de 100.000 civils ont cherché un refuge dans les bases de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) qui a pris la décision sans précédent d'ouvrir ses portes à ceux qui cherchent protection.

Dans une interview avec le Centre d'actualités de l'ONU, Mme Johnson a déclaré que

la décision d'accorder abri et protection aux civils qui fuyaient pour sauver leur vie fut « le plus grand succès » de son mandat de trois ans en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général et chef de la MINUSS.

« Pour moi, la principale leçon à tirer de ces derniers mois c'est que même si vous savez que quelque chose va se produire, même si vous pensez qu'il existe un risque de violence, cela peut dépasser de loin vos pires craintes », a déclaré la Représentante spéciale.

Selon les termes du processus de paix en cours, les parties prenantes ont jusqu'au 10 août pour parvenir à un accord sur la formation d'un gouvernement de transition provisoire. Avant cette date, il est important que les parties prenantes respectent la trêve.

« Le temps est très court. Dans les prochaines semaines, ce qui est important, c'est de maintenir la pression internationale sur les parties prenantes afin qu'elles se conforment aux dispositions très importantes pour mettre le pays et ses habitants au-dessus des intérêts individuels », a expliqué Mme Johnson.

Ukraine : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste de télévision russe



La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova. Photo: UNESCO/Patrick Lagès

1 juillet - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a exprimé mardi sa préoccupation après le meurtre du journaliste de télévision russe Anatoli Klian, abattu dans la nuit du 29 au 30 juin près de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine.

« Je condamne le meurtre d'Anatoli Klian », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse. « J'exhorte les autorités à faire toute la lumière sur ce meurtre afin que ses auteurs puissent être traduits en justice. Les journalistes qui couvrent l'actualité en Ukraine doivent pouvoir mener à bien leur mission d'informer sans craindre pour leur vie afin de fournir aux citoyens une information libre et de nourrir un débat éclairé ».

Anatoli Klian, âgé de 68 ans, travaillait pour la chaîne de télévision publique russe Perviy Kanal. Il a été abattu alors qu'il tournait avec son équipe près d'une base de l'armée ukrainienne de la région de Donetsk.

La mort d'Anatoli Klian porte à six le nombre de journalistes tués en Ukraine depuis janvier 2014. Tous ont fait l'objet d'une condamnation par la Directrice générale. Une liste complète des journalistes assassinés ayant fait l'objet d'une condamnation par l'UNESCO est disponible en ligne.

La FAO et l'OMS publient une liste des dix principaux parasites d'origine alimentaire



1 juillet - Une liste des dix parasites d'origine alimentaire les plus nuisibles à l'échelle mondiale a été publiée mardi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les parasites affectent la santé de millions de personnes chaque année, infectant les tissus et organes musculaires, causant des maladies comme l'épilepsie, le choc anaphylactique ou la dysenterie amibienne. Certains parasites peuvent vivre des années dans notre corps.

« En dépit des énormes coûts sociaux et des impacts mondiaux, on manque généralement d'informations sur l'origine de ces parasites, la manière dont ils vivent dans l'organisme, et surtout, dont ils nous rendent malades », note la FAO dans un communiqué de presse.

Les dix principaux parasites d'origine alimentaire ayant le plus gros impact à l'échelle mondiale sont les suivants :

Taenia solium: dans la viande de porc

Echinococcus granulosus (ver hydatide): dans les produits frais

Echinococcus multilocularis (type de ténia): dans les produits frais

Toxoplasma gondii (protozoaire): dans la viande des petits ruminants, la viande de porc, de bœuf, de gibier (viande rouge et organes)

Cryptosporidium spp. (protozoaire): dans les produits frais, les jus de fruits, le lait

Entamoeba histolytica (protozoaire): dans les produits frais

Trichinella spiralis (ténia du porc): dans la viande de porc

Opisthorchiidae (famille de vers plats): dans le poisson d'eau douce

Ascaris spp. (petits vers ronds): dans les produits frais

Trypanosoma cruzi (protozoaire): dans les jus de fruits

La liste et le rapport ont été rédigés suite à une requête émise par la Commission du Codex Alimentarius (Codex), organe mondial des normes alimentaires, demandant à la FAO et à l'OMS d'examiner l'état actuel des connaissances sur les parasites présents dans les aliments et leurs impacts sur la santé publique et le commerce.

Le Service de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments de la FAO et l'OMS sont intervenus en organisant conjointement un appel mondial à l'information, auquel ont répondu 22 nations et un organe régional, qui a été suivi d'une évaluation et d'une analyse réalisée par 21 experts sur l'impact des parasites d'origine alimentaire.

A partir de ces travaux, une liste initiale de 93 parasites a été élaborée avant

d'être restreinte aux 24 parasites les plus nuisibles, sur la base des critères suivants: 1) nombre de maladies mondiales, 2) répartition mondiale, 3) morbidité aiguë, 4) morbidité chronique, et 5) impact économique.

Le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire est désormais en train d'élaborer de nouvelles directives pour lutter contre ces parasites. La FAO et l'OMS soutiennent ce processus en dispensant des conseils scientifiques et techniques. Le but est d'élaborer de nouvelles normes pour le commerce alimentaire mondial permettant d'aider les pays à contrôler la présence de ces parasites dans la chaîne alimentaire.

« Naturellement, il s'agit d'une perspective mondiale plus générale et la liste ne reflète pas nécessairement les classements des parasites au niveau national où chaque pays peut disposer d'informations plus précises », a déclaré Renata Clarke, responsable de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments à la FAO.

« Cependant, au vu des problèmes qu'ils causent, ces parasites ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent. Nous espérons que la publication de cette liste permettra de sensibiliser davantage les responsables politiques, les médias et le grand public sur cet important problème de santé publique », a-t-elle ajouté.

Le rapport FAO/OMS énumère un certain nombre de moyens de réduire le risque d'infections dues aux parasites. Il conseille aux agriculteurs d'utiliser des engrais organiques et de contrôler attentivement leur compostage sans contamination fécale. La qualité de l'eau doit également être surveillée de près. Le rapport recommande en outre aux consommateurs de bien cuire toutes les viandes et de n'utiliser que de l'eau propre pour laver et préparer les légumes.

Une montgolfière de l'UNICEF parcourt le monde pour sensibiliser au droit à l'éducation



Un enfant apprend à écrire dans une école à Tachilek au Myanmar. Photo ONU/Kibae Park

1 juillet - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a annoncé mardi que la montgolfière qui parcourt plus de 100 pays dans le cadre d'un projet de sensibilisation au droit à l'éducation est arrivée dans la capitale cambodgienne Phnom Penh où elle a survolé un parc de la ville devant des centaines d'enfants.

Le pilote de la montgolfière, Andrew Parker, qui s'est engagé à parcourir le monde pour mobiliser des fonds pour financer les projets éducatifs de l'UNICEF, a gonflé son ballon devant les élèves de l'école primaire de Chulong à Siem Reap avant de s'envoler vers Phnom Penh.

M. Parker et son équipage de 2 personnes ont lancé le projet avec l'UNICEF en décembre 2013 à Auckland, en Nouvelle-Zélande, avec l'objectif de visiter plus de 200 écoles et 80.000 écoliers dans plus de 100 pays au cours des quatre prochaines années. Le voyage se poursuivra en Asie centrale, en Afrique ensuite et finira en Amérique du sud.

« J'ai voulu voler pour un bonne cause depuis mon adolescence et j'ai toujours gardé ce désir. J'ai contacté l'UNICEF en 2010 pour leur proposer le projet que j'ai préparé depuis quatre ans », a expliqué M. Parker.

« J'ai volé dans de nombreux pays, mais je n'avais jamais eu la chance de faire un voyage de cet ampleur. Un grand nombre des enfants que nous avons rencontrés n'avaient jamais vu de montgolfière et je suis très heureux de pouvoir soutenir l'UNICEF. Cette agence aide les enfants à accéder à l'éducation dans le monde », a-t-il ajouté.

L'ONU appelle Israéliens et Palestiniens à la retenue après la mort des trois adolescents enlevés



1 juillet - Après la découverte des cadavres des trois adolescents israéliens enlevés le 12 juin en Cisjordanie, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a appelé mardi Israéliens et Palestiniens à faire preuve de retenue et à éviter que la situation ne s'aggrave encore.

« Pendant la nuit, un adolescent palestinien a été tué par les forces israéliennes dans le nord de Cisjordanie, ce qui porte à sept le nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie, y compris trois adolescents, depuis le 12 juin. Nos condoléances vont à toutes leurs familles », a dit une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'une conférence de presse à Genève.

« Aussi, la nuit dernière, au moins six Palestiniens ont été blessés par les forces israéliennes en Cisjordanie. Le HCDH a également noté une augmentation des tirs de roquettes depuis la bande de Gaza et des frappes aériennes et maritimes par les forces israéliennes dans la bande de Gaza, des restrictions de mouvement supplémentaires et des violences commises par des colons en Cisjordanie », a-t-elle ajouté.

« Nous réitérons notre appel pour un strict respect du droit international par tous les acteurs concernés, afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines, des blessés et un impact négatif sur les droits de l'homme. Nous exhortons toutes les parties à s'abstenir de punir des personnes pour des infractions qu'elles n'ont pas commises personnellement ou par l'imposition de sanctions collectives », a encore dit Mme Shamdasani.

S'agissant des trois adolescents israéliens tués, le HCDH a appelé à traduire en justice les auteurs de ce crime.

Lundi, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné dans les termes les plus forts le meurtre des trois adolescents et appelé toutes les parties à s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver encore une situation très tendue.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi, le Conseil de sécurité a aussi condamné dans les termes les plus forts le meurtre des adolescents israéliens. Les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'aux peuples et aux gouvernements d'Israël et des Etats-Unis.

Le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, a également appelé toutes les parties à éviter toute mesure pouvant exacerber la situation. Il a dit qu'il continuait « à être profondément troublé par les déclarations de représentants du Hamas suggérant un soutien à cet acte odieux. »

De son côté, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré mardi que le meurtre de ces adolescents était « un rappel tragique et terrible de l'impact que la haine absurde a sur les enfants israéliens et palestiniens. »

« Nous espérons que ces événements n'alimenteront pas davantage la violence. Nous exhortons toutes les parties à exercer la plus grande retenue, et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger tous les enfants - palestiniens et israéliens », a ajouté l'UNICEF.